

Guide pour l'établissement d'un plan de prévention

Code du travail Articles R4511-1 à R4515-11

(Application du décret n° 92-158 du 20 février 1992)

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
du Transport et du Logement

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
0.1	25 mai 2011	Version 1
0.2	30 juin 2011	Version 2 mise à jour suite à réunion ASP
0.3	19 juillet 2011	Version 3 mise à jour suite à réunion ASP
0.4	21 septembre 2012	Version « livret » formation co-activité (mise en forme)
0.5	07 juillet 2013	Version projet « valise pédagogique plan de prévention DiRIF »
0.6	22 juillet 2013	Version amendement suite à relecture avant diffusion

Rédacteur

Martial GIRARD - ASP DRIEA-IF/BSP (*A.G.E.R Sud-DISE*)

Relecteurs

- Versions 1 à 3 :
Philippe MAUSSIN - ASP- DiRIF/AGER Sud-DISE
- Versions 5 :
Khaled GUELLATI - Chef du BSP DRIEA-IF
Jean-Claude CLESSE - ASP DRIEA-IF/SG/BSP

SOMMAIRE

1- Préambule	4
2- Généralités	4
2-1 Définitions	4
2-2 Champ d'application	5
2-3 Plan de prévention ou coordination SPS ?	6
2-3-1 présentation des deux dispositifs	6
2-3-2 logigramme	6
3- Réaliser un plan de prévention	7
3-1 La commande de la prestation de service ou de travaux	7
3-2 Organisation de réunions et visite préalable	8
3-2-1 les acteurs	8
3-2-2 principes de base d'organisation de la visite préalable	9
3-3 Établissement du plan de prévention	9
3-4 Information des salariés de l'EU et l'EE sur les risques et mesures prises	11
3-5 Suivi des interventions	11
4-Logigramme	12
5-Protocole de sécurité	13
5-1 Objectifs	13
5-2 Contenu	13
5-2-1 Pour l'entreprise d'accueil	13
5-2-2 Pour le transporteur	14
5-3 Règles de mise en œuvre	14
Annexes	15
annexe n°1 : Liste des travaux dangereux	16
annexe n°2 : code du travail art : R4511-1 à R4515-11	17
annexe n°3 : exemples de documents	26
annexe n°4 : plaquette ministère « protocole de sécurité »	27

1 - Préambule

L'intervention d'une entreprise extérieure au sein des différents services de la DRIEA-IF est génératrice de risques, tant pour les personnels de cette entreprise que pour les agents de la DRIEA-IF, du fait de l'interférence des différentes activités, installations et matériels.

Afin d'éviter les accidents et/ou les incidents qui pourraient en résulter, il est nécessaire d'identifier ces nouveaux risques, de les analyser et de les anticiper par la mise en place de mesures préventives appropriées.

L'intervention d'une entreprise extérieure doit par conséquent être préparée afin de déterminer le dispositif le plus approprié à mettre en œuvre.

Les textes réglementaires distinguent pour cela deux dispositifs parfois complémentaires :

le décret n°94-1154 du 26 décembre 1994
(Intervention d'un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé)

décret n°92-158 du 20 février 1992
(fixe et formalise dans un plan de prévention les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité)

2 - Généralités

2-1 Définitions

Les définitions qui suivent sont celles que l'on retrouve dans les textes réglementaires :

Opération : Une ou plusieurs prestations de services ou de travaux réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif

Entreprise utilisatrice (EU)*: Entreprise qui utilise les services d'entreprises extérieures.

Entreprise extérieure (EE)* : Entreprise qui effectue des travaux ou des prestations de service dans l'enceinte d'une entreprise utilisatrice

Entreprise sous-traitante : Entreprise extérieure qui effectue des prestations au profit d'une autre entreprise extérieure sur le site de l'entreprise utilisatrice

Risques d'interférence : Risques supplémentaires s'ajoutant aux risques propres à l'activité de chaque entreprise et s'expliquant par la présence d'installations, de matériel et d'activité de différentes entreprises sur un même lieu de travail.

Chantier clos : Chantier situé à l'intérieur du périmètre d'un établissement en activité. Le périmètre est strictement délimité, l'accès au chantier est réglementé et l'approvisionnement du chantier se fait sans co-activité avec l'activité de l'établissement.

Chantier ouvert : Chantier en interaction avec les espaces ou les locaux d'un établissement

**Les services de la DRIEA-IF peuvent être (EU) et (EE).*

2-2 Champ d'application

Les décrets **n° 92-158 du 20 février 1992** et **n° 94-1154 du 26 décembre 1994**, fixent des modalités ayant pour objectif de limiter les risques liés à la co-activité.

À partir de ces textes il est possible de distinguer deux approches :

- **Coordination SPS**
- **Plan de prévention**

Les différences entre ces deux approches se situent au niveau des champs d'application, et des mesures de prévention des risques à mettre en œuvre.

Dans le cas de chantiers clos et indépendants et pour les opérations structurantes* de bâtiment et de génie civil faisant appel à au moins deux entreprises (y compris les sous-traitants), la coordination des mesures de prévention est régie par le décret **n° 94-1154 du 26 décembre 1994**.

Dans ce cadre, cette mission sera assurée par « une coordination de sécurité et de protection de la santé (CSPS) ».

Le décret **n° 92-158 du 20 février 1992** s'applique aux entreprises utilisatrices lorsqu'elles font intervenir une entreprise extérieure exécutant ou participant à l'exécution d'une opération, quelle que soit sa nature, dans leurs établissements (y compris dans les dépendances et les chantiers).

Dans ce cas c'est au chef de l'entreprise utilisatrice de prendre les mesures de prévention adaptées aux opérations et d'en assurer la coordination par l'élaboration d'un plan de prévention.

Ce plan de prévention doit **obligatoirement être établi par écrit** dans les deux cas suivants :

- ↳ pour les travaux dangereux dont la liste est définie par l'arrêté du 19 mars 1993 (cf annexe n°1)
- ↳ si la durée prévisible des travaux réalisés par l'entreprise est supérieure à 400 heures sur une période de 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus.

Nota : Dans le cas d'une entreprise extérieure qui intervient tout au long de l'année, un plan de prévention annuel peut être mis en œuvre, dans lequel seront répertoriés l'ensemble des travaux effectués et les risques associés.

** on entend par opérations structurantes, toutes les opérations ou travaux comportant une phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet (programmation, esquisse/diagnostic, avant projet sommaire, avant projet définitif, dossier de consultation des entreprises,...)*

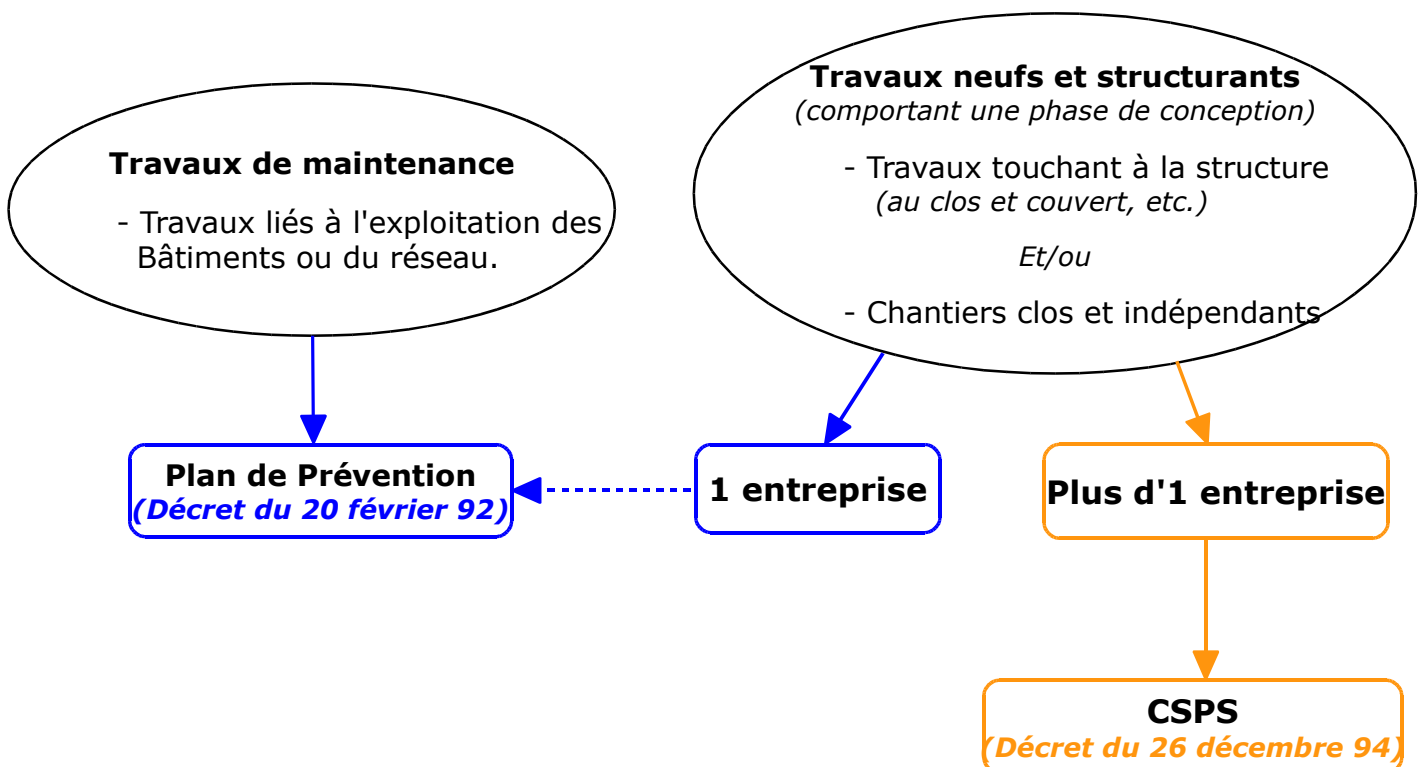
2-3 Plan de prévention ou coordination SPS ?

2-3-1 présentation des deux dispositifs

	Décret du 20 février 92	Décret du 26 décembre 94
Objectifs	Prévenir les risques d'interférences entre l'Entreprise Extérieure et l'Entreprise Utilisatrice	Prévenir les risques d'interférences entre les entreprises de BTP concernées
Responsable de l'application du décret	Le Chef de l'Entreprise Utilisatrice Il peut déléguer cette mission à une personne disposant de l'autorité, de la compétence et des moyens	Le Maître d'ouvrage Il est le garant des compétences et des conditions d'exercice du coordonnateur SPS désigné.
Implication des entreprises intervenantes	Elles sont responsables de l'application des mesures de prévention.	Elles sont responsables de l'application des mesures de prévention

2-3-2 logigramme

Le logigramme suivant précise les différents cas relevant d'une des deux approches de prévention (CSPS ou plan de prévention)



3 – Réaliser un plan de prévention *(décret n°92-158 du 20 février 1992)*

Les mesures prévues par le plan de prévention doivent au moins comporter des dispositions dans les domaines suivants *(Art R4512-8 du code du travail)* :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien
- Les instructions à donner aux salariés
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice
- Les conditions de la participation des salariés d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement

La mise en place d'un plan de prévention passe nécessairement par les cinq étapes suivantes :

- ↳ commande de la prestation de services ou de travaux
- ↳ organisation de réunions et visite préalable
- ↳ établissement du plan de prévention
- ↳ information des salariés de l'EU et de l'EE sur les risques et mesures prises
- ↳ suivi des interventions, actions correctives éventuelles et mise à jour du plan de prévention

3-1 *La commande de la prestation de services ou de travaux*

La commande doit être la plus précise possible et elle doit spécifier :

- Les travaux ou les prestations à effectuer
- Le lieu de l'intervention
- Les modalités d'accès
- Les installations mises à disposition *(Vestiaire, salle de restauration, sanitaires, etc.)*
- Les contraintes particulières
- Etc.

3-2 Organisation de réunions et visite préalable

Afin d'évaluer et prévenir les risques liés aux travaux, une visite préalable doit être effectuée. Il s'agit d'une visite commune des lieux de travail, des installations et des matériels qui s'y trouvent.

Au cours de cette visite, le chef de l'E.U délimite le secteur de l'intervention des E.E, matérialise les secteurs qui peuvent présenter des dangers, indique les voies de circulation et les voies d'accès aux locaux.

Il communique les consignes de sécurité applicables à l'opération.

3-2-1 Les acteurs

- Le chef de l'EU ou son délégataire :
 - ↳ assure la coordination générale des mesures de prévention prises par l'ensemble des chefs d'entreprises présentes sur un même lieu de travail
 - ↳ ne peut déléguer ses attributions pour l'application des dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 qu'à un agent doté :
 - de l'autorité
 - de la compétence
 - des moyens nécessaires
- Les médecins du travail et de prévention des EU et EE
 - ↳ échangent des éléments d'informations (dossiers médicaux des travailleurs de l'EE, risques pour la santé des travailleurs induits par les travaux à réaliser)
 - ↳ établissent la liste des postes nécessitant une surveillance médicale particulière
 - ↳ si besoin le médecin de l'EU pratique pour le compte de l'entreprise extérieure, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux
 - ↳ le plan de prévention est tenu à la disposition des médecins et ils sont tenus informés de sa mise à jour
- Les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité de l'entreprise utilisatrice et de l'entreprise extérieure.
 - ↳ les CHSCT des EU et EE chargent, s'ils l'estiment nécessaire, un ou plusieurs membres de participer aux réunions périodiques (visite préalable, inspections et visites de chantier,...). Ces membres émettent un avis sur les mesures de prévention, qui est porté sur le plan de prévention lorsque celui-ci doit être établi par écrit.

3-2-2 Principes de base d'organisation de la visite préalable

La visite préalable a pour objectif :

- D'organiser et de planifier les tâches relatives à l'opération
- D'identifier les interférences entre l'EE et l'EU et éventuellement avec les usagers
- De définir les règles de sécurité relatives à :
 - ↳ l'alerte et l'évacuation des locaux
 - ↳ la conduite à suivre en cas de danger grave et imminent
 - ↳ l'organisation des secours éventuels
- Préciser les équipements éventuellement mis à disposition de l'EE, notamment :
 - ↳ les vestiaires
 - ↳ les sanitaires
 - ↳ les lieux de restauration
- D'indiquer les documents obligatoires que l'EE doit fournir (autorisations, habilitations,...) :
 - ↳ les autorisations de circuler à pied sur le réseau pour les gestionnaires de voiries
 - ↳ les autorisations de conduite des engins utilisés
 - ↳ les ordres de consignation électrique précisant, la date et l'heure de début et de fin des travaux, le délai de remise sous tension en cas d'urgence, la description des travaux et la zone d'intervention, le nom et la qualité des personnes chargées des travaux et chargées de la consignation
 - ↳ les habilitations électriques des personnels
 - ↳ le permis feu précisant, la date de début et de fin des travaux, la description des travaux et le matériel utilisé, les mises en sécurité à effectuer (matériel, produits, etc.), les moyens de prévention, le nom et la qualité des personnes concernées
 - ↳ etc ...

3-3 Établissement du plan de prévention

- Le plan de prévention doit être arrêté avant le commencement des travaux. Il est obligatoirement établi par écrit lorsque les travaux à réaliser :
 - ↳ figurent sur la liste des travaux dangereux fixée par l'arrêté du 19 mars 1993
 - ↳ ont une durée prévisible supérieure à 400 heures annuelles, que les travaux soient continus ou discontinus.

- Les E.U et E.E se communiquent mutuellement toutes les informations nécessaires à la prévention et procèdent en commun à l'analyse des risques pouvant résulter des interférences entre activités, installations et matériels.
- Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions et les éléments suivants :
 - ↳ les renseignements relatifs à l'opération et aux entreprises utilisatrices et extérieures
 - ↳ la définition des phases d'activités dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondants.
 - ↳ l'organisation pour assurer les premiers secours, les qualifications requises par les salariés, la description des moyens et des dispositifs mis en place par l'entreprise utilisatrice
 - ↳ les moyens mis en place pour le suivi du plan de prévention, sa mise à jour et son application effective sur le terrain
 - ↳ la définition des matériels, installations et dispositifs relatifs aux opérations à effectuer ainsi que leurs conditions d'entretien
 - ↳ les conditions de la participation des salariés d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre notamment (*les conditions et l'encadrement de la sous-traitance*)
 - ↳ Les conditions de transmission des instructions nécessaires à la prévention aux salariés des EE et EU
 - ↳ la liste des postes et situations de travail susceptibles de relever d'une surveillance médicale renforcée
 - ↳ les dispositions relatives aux installations et cantonnements
 - ↳ les mesures spécifiques à l'EE
 - ↳ les dispositions à prendre en cas de travail isolé ou de travail de nuit
 - ↳ les dispositions prises par le chef d'entreprise extérieure pour assurer la formation des salariés
- Le plan de prévention écrit doit être tenu à la disposition de l'inspecteur du travail, des divers organismes de prévention (*OPPBTP ou autres*), de la CRAM, des médecins de prévention des agents de prévention des EE et EU (*pour la DRIEA-IF : BSP*) et des CHSCT.
- L'EU doit **aviser par écrit l'inspection du travail** de l'ouverture des travaux.
- Le plan de prévention doit être mis à jour en tant que de besoin (*modification des conditions de travail par exemple*)

3-4 Information des salariés de l'EU et l'EE sur les risques et mesures prises

Chaque entreprise a en charge la **formation et l'information** de ses salariés et doit :

- S'assurer que son personnel a reçu une formation adaptée aux travaux à exécuter.
- Informer son personnel des risques et des mesures de prévention associées. Cette information doit contenir tout ou partie des éléments suivants :
 - ↳ les risques et mesures de prévention pour chaque poste de travail
 - ↳ les délimitations des zones de travail, soit sur plan soit sur le terrain
 - ↳ le repérage des zones dangereuses
 - ↳ les voies d'accès
 - ↳ les protections collectives et individuelles (y compris le mode d'utilisation) et qui prévenir en cas de problème technique et accident...
- Le chef de l'E.U doit s'assurer de l'affichage effectif :
 - ↳ du nom du médecin de prévention et/ou du travail et du lieu où se trouve l'infirmierie
 - ↳ des noms et lieux de travail des membres des CHSCT des EE et EU.

3-5 Suivi des interventions

Le chef de l'E.U doit mettre en œuvre des inspections et des réunions périodiques pendant la durée des travaux afin de :

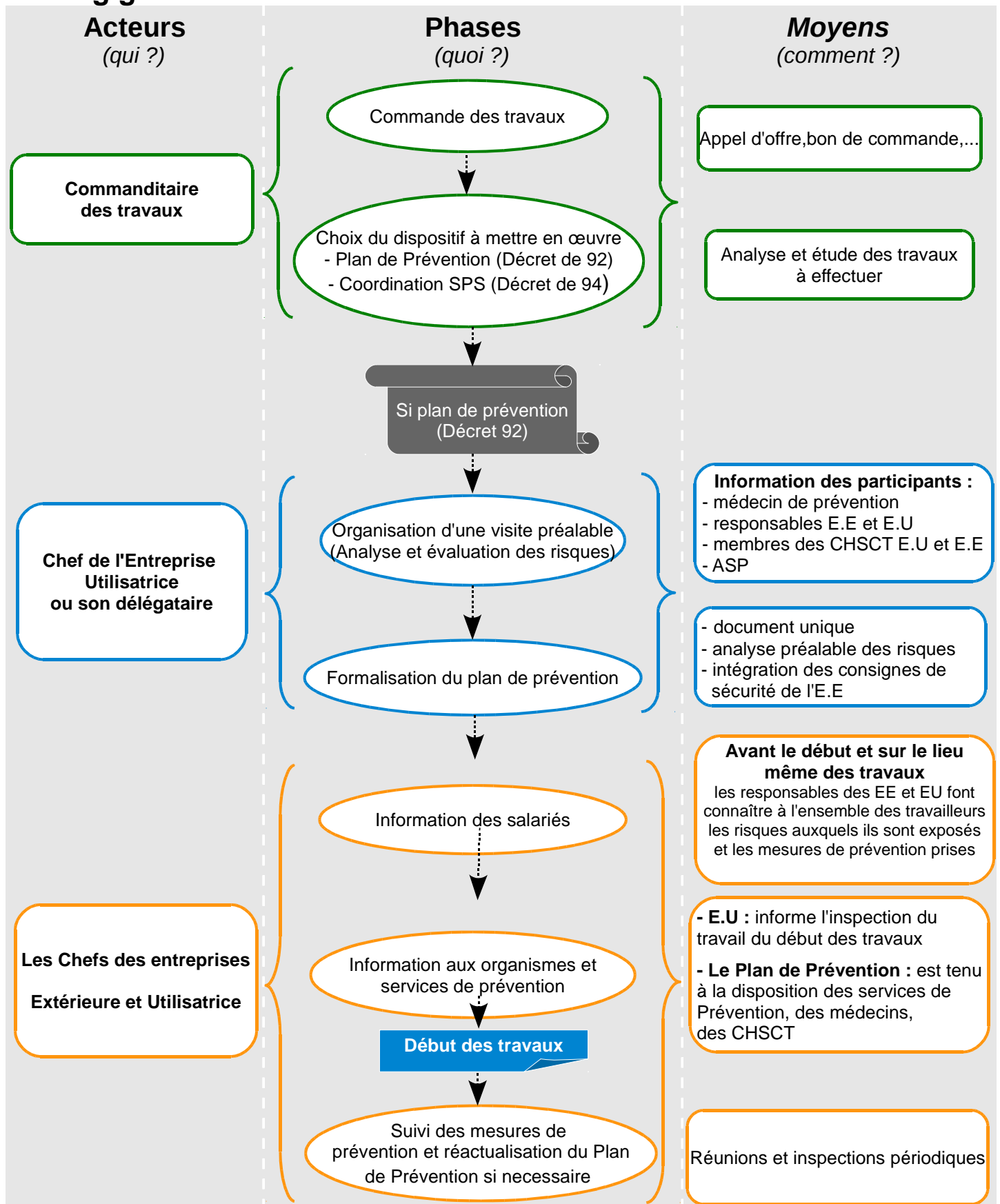
- De s'assurer que les mesures décidées sont exécutées
- De vérifier si les matériels utilisés sont conformes à la réglementation
- D'adapter le plan de prévention en cas de modification du cahier des charges, des lieux, de remplacement de personnels, etc ...

Les membres du CHSCT peuvent participer aux réunions et inspections périodiques (*suivant la même procédure que pour la visite préalable*).

Le plan de prévention :

- Doit tenir compte des risques et des mesures qui sont inscrits dans le Document Unique d'évaluation des Risques Professionnels (DUERP)
- Contribue également à la mise à jour du DUERP

4- Logigramme



5- Le protocole de sécurité

5-1 Objectif

Le protocole de sécurité vise les opérations de chargement et de déchargement exécutées par des entreprises extérieures.

Bien que le décret du 20 février 1992 soit applicable aux opérations de chargement et de déchargement, certaines règles ont été adaptées, pour tenir compte de la spécificité de ces opérations.

C'est l'arrêté du 26 avril 1996 qui a procédé à ces adaptations.

Il faut entendre par opération de chargement ou de déchargement toute activité concourant à la mise en place sur ou dans un engin de transport routier, ou à l'enlèvement de celui-ci, de produits, fonds et valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelque nature que ce soit

Les opérations de chargement et de déchargement ainsi définies doivent faire l'objet d'un document écrit, dit « **protocole de sécurité** », remplaçant le plan de prévention.

Ce « protocole de sécurité » comprend toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation.

5-2 Contenu

5-2-1 Pour l'entreprise d'accueil

- ↳ les consignes de sécurité, et particulièrement celles qui concernent l'opération de chargement et de déchargement
- ↳ le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement, accompagnées d'un plan et des consignes de circulation
- ↳ les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement et le déchargement
- ↳ les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident
- ↳ l'identité du responsable auquel le chef de l'entreprise d'accueil délègue ses attributions

5-2-2 Pour le transporteur

- ↳ les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements
- ↳ la nature et le conditionnement de la marchandise
- ↳ les précautions ou sujétions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

5-3 Règles de mise en œuvre

- ✎ Le protocole de sécurité est établi préalablement à la réalisation, « dans le cadre d'un échange » entre les employeurs concernés ou leurs représentants

Remarque : pour les opérations de chargement et de déchargement, il doit y avoir « échange préalable » d'informations débouchant sur l'établissement d'un protocole de sécurité écrit, il n'y a pas nécessairement une inspection commune préalable des lieux de travail.

- ✎ Un exemplaire de chaque protocole, daté et signé, est tenu à la disposition des CHSCT des entreprises concernées et de l'inspecteur du travail, par les chefs d'établissement de l'entreprise d'accueil et de l'entreprise de transport.
- ✎ Si le prestataire ne peut être identifié préalablement par l'entreprise d'accueil, ou lorsque l'échange préalable n'a pas permis de réunir toutes les informations nécessaires, en dérogation avec l'obligation d'établir un protocole de sécurité préalablement à la réalisation de l'opération, le chef de l'entreprise d'accueil ou son représentant doit fournir ou recueillir par tout moyen approprié les éléments qui se rapportent à ce protocole.

Remarque : dans ce cas, un protocole de sécurité complet ne pourra pas être établi avant l'opération, cependant l'initiative de rassembler les éléments et les informations nécessaires incombe au chef de l'entreprise d'accueil.

- ✎ Lorsque des opérations impliquant les mêmes entreprises revêtent un caractère répétitif, c'est-à-dire qu'elles portent sur des produits ou substances de même nature, et qu'elles sont effectuées sur les mêmes emplacements, selon le même mode opératoire, mettant en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention, un seul protocole est établi, préalablement à la première opération.

Le protocole reste applicable aussi longtemps que les employeurs concernés considèrent que les conditions de déroulement des opérations n'ont subi aucune modification significative, dans l'un quelconque de leurs éléments constitutifs.

6- Bibliographie

6-1 Références réglementaires

- **Code du travail** : articles. R. 4511-1 à R. 4515-11
introduits par le **Décret n° 92-158 du 20 février 1992** : prescriptions particulières hygiène sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure
- **Arrêté du 19 mars 1993** : liste des travaux dangereux
- **Arrêté du 26 avril 1996** : portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure
- **Textes connexes** :
 - ↳ La Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993
 - ↳ Le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994
 - ↳ La circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996

6-2 Documentation

- **INRS** : ED 941 (octobre 2009) « Intervention d'entreprises extérieures, aide mémoire pour la prévention des risques »
- **Circulaire DRT n°93-14 du 18 mars 1993** (*non parue au JO, elle commente le décret n° 92-158 du 20 février 1992*)

Annexes

Annexe n°1 : Liste des travaux dangereux

Arrêté du 19 mars 1993 pris en application de l'article R4512-7 du code du Travail

- 1.** Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
- 2.** Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles R4411-2 à R4411-6 du code du travail.
- 3.** Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
- 4.** Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
- 5.** Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles R4323-22 et R4323-28 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux articles R4324-18 et R4324-19 du code du Travail.
- 6.** Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique des voitures.
- 7.** Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
- 8.** Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.
- 9.** Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
- 10.** Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T.
- 11.** Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R4323-17 du code du travail.
- 12.** Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965.
- 13.** Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
- 14.** Travaux exposant à des risques de noyade.
- 15.** Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
- 16.** Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965.
- 17.** Travaux de démolition.
- 18.** Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
- 19.** Travaux en milieu hyperbare.
- 20.** Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60 825.
- 21.** Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un « permis de feu ».

Annexe n°2 : code du travail Art 4511-1 à 4515-11

Titre 1er Travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure

Chapitre 1er Dispositions générales :

Section 1 : Champ d'application.

Article R4511-1

Les dispositions du présent titre s'appliquent au chef de l'entreprise utilisatrice et au chef de l'entreprise extérieure lorsqu'une entreprise extérieure fait intervenir des travailleurs pour exécuter ou participer à l'exécution d'une opération, quelle que soit sa nature, dans un établissement d'une entreprise utilisatrice, y compris dans ses dépendances ou chantiers.

Article R4511-2

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas aux travaux relatifs à la construction et à la réparation navale.

Article R4511-3

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas aux chantiers de bâtiment ou de génie civil soumis à l'obligation de coordination prévue à l'article [L. 4532-2](#), ni aux autres chantiers clos et indépendants. Toutefois, le chef de l'entreprise utilisatrice coopère avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, dans les conditions fixées à l'article [R. 4532-14](#). Lorsque ces chantiers sont soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article [L. 4532-8](#), le chef de l'entreprise utilisatrice reçoit copie de ce plan et participe, sur sa demande, aux travaux du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, s'il en existe un.

Article R4511-4

On entend par opération, au sens du présent titre, les travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

Section 2 : Coordination de la prévention.

Article R4511-5

Le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises extérieures intervenant dans son établissement.

Article R4511-6

Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'il emploie.

Article R4511-7

La coordination générale des mesures de prévention a pour objet de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail.

Article R4511-8

Au titre de la coordination générale des mesures de prévention, le chef de l'entreprise utilisatrice alerte le chef de l'entreprise extérieure intéressée lorsqu'il est informé d'un danger grave concernant un des travailleurs de cette entreprise, même s'il estime que la cause du danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que les mesures de prévention nécessaires puissent être prises par l'employeur intéressé.

En outre, il demande au propriétaire de l'établissement les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles [R. 1334-22](#), [R. 1334-27](#) et [R. 1334-28](#) du code de la santé publique. Il communique ces documents au chef de l'entreprise extérieure intervenant dans l'établissement.

Article R4511-9

Pour l'application des dispositions du présent titre, le chef de l'entreprise extérieure ne peut déléguer ses attributions qu'à un travailleur doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires. Ce dernier est désigné, lorsque c'est possible, parmi un des travailleurs appelés à participer à l'exécution des opérations prévues dans l'établissement de l'entreprise utilisatrice.

Article R4511-10

Les chefs des entreprises extérieures font connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice :

- 1° La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;
- 2° Le nombre prévisible de travailleurs affectés ;
- 3° Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- 4° Les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;
- 5° L'identification des travaux sous-traités.

Article R4511-11

Le chef de l'entreprise utilisatrice et les chefs des entreprises extérieures tiennent les informations mentionnées à l'article R. 4511-10 à la disposition :

- 1° Du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent ;
- 2° Des médecins du travail compétents ;
- 3° De l'inspection du travail ;
- 4° Des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- 5° Le cas échéant, des agents de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Article R4511-12

Les chefs des entreprises extérieures fournissent à l'inspection du travail, sur sa demande, l'état des heures réellement passées à l'exécution de l'opération par les travailleurs qui y sont affectés.

Chapitre II Mesures préalables à l'exécution d'une opération :

Section 1 : Dispositions générales.

Article R4512-1

Lorsque, après le début de l'intervention, une entreprise extérieure recourt à de nouveaux sous-traitants, les procédures prévues par le présent chapitre sont à nouveau applicables à ces derniers.

Section 2 : Inspection commune préalable.

Article R4512-2

Il est procédé, préalablement à l'exécution de l'opération réalisée par une entreprise extérieure, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures.

Article R4512-3

Au cours de l'inspection commune préalable, le chef de l'entreprise utilisatrice :

- 1° Délimite le secteur de l'intervention des entreprises extérieures ;
- 2° Matérialise les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs ;
- 3° Indique les voies de circulation que pourront emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures ;
- 4° Définit les voies d'accès de ces travailleurs aux locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures prévus à l'article R. 4513-8.

Article R4512-4

Le chef de l'entreprise utilisatrice communique aux chefs des entreprises extérieures ses consignes de sécurité applicables aux travailleurs chargés d'exécuter l'opération, y compris durant leurs déplacements. Article R4512-5
Les employeurs se communiquent toutes informations nécessaires à la prévention des risques, notamment la description des travaux à accomplir, des matériels utilisés et des modes opératoires dès lors qu'ils ont une incidence sur la santé et la sécurité.

Section 3 : Plan de prévention.

Article R4512-6

Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, les chefs des entreprises utilisatrice et extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

Lorsque ces risques existent, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

Article R4512-7

Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux dans les deux cas suivants :

1° Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;

2° Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Article R4512-8

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1° La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

2° L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

3° Les instructions à donner aux travailleurs ;

4° L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;

5° Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Article R4512-9

modifié par [Ordonnance n°2010-462 du 6 mai 2010 - art. 1](#)

Chaque entreprise concernée fournit la liste des postes occupés par les travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale renforcée prévue par l'article [R. 4624-19](#) ou, s'il s'agit d'un salarié agricole, par l'article [R. 717-16](#) du code rural et de la pêche maritime, en raison des risques liés aux travaux réalisés dans l'entreprise utilisatrice. Cette liste figure dans le plan de prévention.

Article R4512-10

Le plan de prévention fixe la répartition des charges d'entretien entre les entreprises extérieures dont les travailleurs utilisent les locaux et installations prévus à l'article [R. 4513-8](#) et mis à disposition par l'entreprise utilisatrice.

Article R4512-11

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles [R. 1334-22](#), [R. 1334-27](#) et [R. 1334-28](#) du code de la santé publique sont joints au plan de prévention.

Article R4512-12

Lorsque l'établissement d'un plan de prévention par écrit est obligatoire, en application de l'article [R.4512-7](#) :

1° Ce plan est tenu, pendant toute la durée des travaux, à la disposition de l'inspection du travail, des agents de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;

2° Le chef de l'entreprise utilisatrice informe par écrit l'inspection du travail de l'ouverture des travaux.

Section 4 : Travail isolé.

Article R4512-13

Lorsque l'opération est réalisée de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de l'entreprise utilisatrice est interrompue, le chef de l'entreprise extérieure intéressé prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.

Article R4512-14

Pour les travaux accomplis dans un établissement agricole, les dispositions de l'article [R. 4512-13](#) ne s'appliquent qu'aux travaux réalisés dans les locaux de l'exploitation, de l'entreprise ou de l'établissement ou à proximité de ceux-ci.

Section 5 : Information des travailleurs.

Article R4512-15

Avant le début des travaux et sur le lieu même de leur exécution, le chef de l'entreprise extérieure fait connaître à l'ensemble des travailleurs qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures de prévention prises en application du présent titre. Il précise notamment les zones dangereuses ainsi que les moyens adoptés pour les matérialiser. Il explique l'emploi des dispositifs collectifs et individuels de protection. Il montre à ces travailleurs les voies à emprunter pour accéder au lieu d'intervention et le quitter, pour accéder aux locaux et installations mis à leur disposition ainsi que, s'il y a lieu, les issues de secours.

Article R4512-16

Le temps consacré à l'information des travailleurs est assimilé à du temps de travail effectif.

Chapitre III : Mesures à prendre pendant l'exécution des opérations

Section 1 : Inspections et réunions périodiques de coordination.

Article R4513-1

Pendant l'exécution des opérations, chaque entreprise met en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Le chef de l'entreprise utilisatrice s'assure auprès des chefs des entreprises extérieures que les mesures décidées sont exécutées. Il coordonne les mesures nouvelles à prendre lors du déroulement des travaux.

Article R4513-2

Le chef de l'entreprise utilisatrice organise, avec les chefs des entreprises extérieures qu'il estime utile d'inviter, des inspections et réunions périodiques, selon une périodicité qu'il définit, afin d'assurer, en fonction des risques ou lorsque les circonstances l'exigent :

1° Soit la coordination générale dans l'enceinte de l'entreprise utilisatrice ;

2° Soit la coordination des mesures de prévention pour une opération donnée ;

3° Soit la coordination des mesures rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre deux ou plusieurs opérations.

Article R4513-3

Les chefs des entreprises intéressées par les opérations en cause sont informés de la date à laquelle se tiennent les inspections et réunions périodiques de coordination.

Lorsqu'ils l'estiment nécessaire en fonction des risques, les chefs des entreprises extérieures qui ne sont pas conviés participent, sur leur demande, aux réunions et inspections organisées par l'entreprise utilisatrice.

En l'absence de réunion ou d'inspection, les chefs des entreprises extérieures peuvent, lorsqu'ils l'estiment nécessaire pour la sécurité des travailleurs, demander au chef de l'entreprise utilisatrice d'organiser de telles réunions ou inspections.

Article R4513-4

Les mesures prises lors de la coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Article R4513-5

Lorsque l'ensemble des opérations des entreprises extérieures présentes dans l'établissement conduit à l'emploi de travailleurs pour une durée totale supérieure à 90 000 heures pour les douze mois à venir, les inspections et réunions périodiques de coordination se tiennent au moins tous les trois mois. Ces dispositions s'appliquent, y compris lorsque sont mises en œuvre les dispositions des deuxièmes et troisième alinéas de l'article [R. 4513-3](#).

Article R4513-6

modifié par [Décret n°2009-289 du 13 mars 2009 - art. 4](#)

Lorsque de nouveaux travailleurs sont affectés à l'exécution des travaux en cours d'opération, le chef de l'entreprise extérieure en informe le chef de l'entreprise utilisatrice.

Le chef de l'entreprise extérieure est tenu, à l'égard de ces travailleurs, aux obligations d'information prévues à l'article [R. 4512-15](#).

Article R4513-7

Le chef de l'entreprise utilisatrice s'assure auprès des chefs des entreprises extérieures qu'ils ont donné aux travailleurs des instructions appropriées aux risques liés à la présence dans son établissement de plusieurs entreprises.

Section 2 : Locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures.

Article R4513-8

Les installations sanitaires, les vestiaires collectifs et les locaux de restauration sont mis par l'entreprise utilisatrice à la disposition des entreprises extérieures présentes dans l'établissement, excepté lorsque ces dernières mettent en place un dispositif équivalent.

Des installations supplémentaires sont mises en place, si nécessaire, sur la base de l'effectif moyen des travailleurs des entreprises extérieures devant être employés au cours de l'année à venir de manière habituelle dans l'établissement de l'entreprise utilisatrice.

Section 3 : Surveillance médicale.

Article R4513-9

Lorsque l'établissement d'un plan de prévention par écrit est obligatoire, en application de l'article [R. 4512-7](#), ce plan est tenu à la disposition du médecin du travail de l'entreprise utilisatrice et des médecins du travail des entreprises extérieures intéressées. Ceux-ci sont informés de ses mises à jour. Le plan de prévention et ses mises à jour leur sont communiqués sur leur demande.

Article R4513-10

Le médecin du travail de l'entreprise extérieure communique au médecin du travail de l'entreprise utilisatrice, sur demande de ce dernier, les éléments du dossier médical individuel des travailleurs de l'entreprise extérieure qui lui sont nécessaires.

Le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice fournit au médecin du travail de l'entreprise extérieure, sur demande de ce dernier, les indications sur les risques particuliers que présentent les travaux pour la santé des travailleurs intéressés de l'entreprise extérieure.

Article R4513-11

Le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice assure, pour le compte de l'entreprise extérieure, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés par le travailleur de l'entreprise extérieure dans l'entreprise utilisatrice.

Les résultats sont communiqués au médecin du travail de l'entreprise extérieure, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale du salarié.

Article R4513-12

Par accord entre les chefs de l'entreprise utilisatrice et de l'entreprise extérieure et les médecins du travail intéressés, l'examen périodique prévu aux articles [R. 4624-16](#) et suivants et, pour les salariés agricole, à l'article [R. 717-15](#) du code rural et de la pêche maritime, peut être réalisé par le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice pour le compte de l'entreprise extérieure. Le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice communique les résultats au médecin de l'entreprise extérieure, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale.

Article R4513-13

Les conditions dans lesquelles le médecin du travail de l'entreprise extérieure a accès aux postes de travail occupés ou susceptibles d'être occupés par les travailleurs de l'entreprise extérieure sont fixées entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure, après avis des médecins du travail intéressés.

Chapitre IV : Rôle des institutions représentatives du personnel

Section 1 : Dispositions communes.

Article R4514-1

Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice et des entreprises extérieures sont informés :

- 1° De la date de l'inspection commune préalable par les chefs des entreprises intéressées, dès qu'ils en ont connaissance et au plus tard trois jours avant qu'elle ait lieu. En cas d'urgence, ils sont informés sur le champ ;
- 2° De la date des inspections et réunions périodiques de coordination, au plus tard trois jours avant qu'elles aient lieu. En cas d'urgence, ils sont informés sur le champ ;
- 3° De toute situation d'urgence et de gravité mentionnée au 3° de l'article L. 4614-6.

Article R4514-2

Lorsque l'établissement d'un plan de prévention par écrit est obligatoire, en application de l'article [R.4512-7](#), ce plan est tenu à la disposition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice et de ceux des entreprises extérieures. Ces comités sont informés de ses mises à jour. Ce plan et ses mises à jour leur sont communiqués sur leur demande. Ils reçoivent toutes informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Article R4514-3

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice compétent charge, s'il l'estime nécessaire, un ou plusieurs de ses membres appartenant à la délégation du personnel de participer à l'inspection commune préalable.

Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises extérieures intéressées participent, s'ils l'estiment nécessaire, à l'inspection commune préalable, dans les conditions prévues à l'article [R. 4514-9](#).

Les membres des comités désignés pour participer à l'inspection commune préalable émettent un avis sur les mesures de prévention. Cet avis est porté sur le plan de prévention lorsque ce plan doit être établi par écrit.

Article R4514-4

Des inspections et réunions périodiques de coordination sont organisées à la demande motivée de deux représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice.

À la demande motivée de deux représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise extérieure, les dispositions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article [R. 4513-3](#) sont mises en œuvre par le chef de l'entreprise extérieure.

Article R4514-5

Aux lieux d'entrée et de sortie du personnel de l'entreprise utilisatrice sont affichés :

- 1° Les noms et lieux de travail des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice et des entreprises extérieures ;
- 2° Le nom du médecin du travail de l'entreprise utilisatrice ;
- 3° Le lieu où est située l'infirmerie de l'entreprise utilisatrice.

Section 2 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice.

Article R4514-6

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice charge, s'il l'estime nécessaire, un ou plusieurs de ses membres appartenant à la délégation du personnel de participer aux inspections et réunions périodiques de coordination.

Ces membres émettent un avis sur les mesures de prévention. Cet avis est porté sur le plan de prévention lorsque ce plan doit être établi par écrit.

Article R4514-7

Lorsqu'il peut y avoir des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice procède, dans le cadre de ses missions, aux inspections et enquêtes prévues aux articles [L.4612-4](#) et [L. 4612-5](#), sur les lieux de travail temporairement occupés par des travailleurs d'entreprises extérieures.

Article R4514-7-1

Les représentants des entreprises extérieures au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice, élargi en application de l'article [L. 4523-11](#), ne sont pas considérés comme appartenant à la délégation du personnel du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice.

Section 3 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise extérieure.

Article R4514-8

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise extérieure charge, s'il l'estime nécessaire, un ou plusieurs de ses membres appartenant à la délégation du personnel de participer aux inspections et réunions périodiques de coordination, lorsqu'il est prévu que l'entreprise extérieure y participe.

Ces membres émettent un avis sur les mesures de prévention. Cet avis est porté sur le plan de prévention lorsque ce plan doit être établi par écrit.

Article R4514-9

Avant le début des travaux, lorsqu'un représentant du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est appelé à faire partie de l'équipe intervenant dans l'entreprise utilisatrice et que le comité entend participer à l'inspection commune préalable, en application du deuxième alinéa de l'article [R.4514-3](#), ce représentant du personnel est désigné pour participer à cette inspection. Dans le cas contraire, le comité peut désigner un représentant du personnel élu titulaire d'un autre mandat, s'il est appelé à être affecté dans l'entreprise utilisatrice.

Article R4514-10

Les dispositions de l'article [R. 4514-9](#) s'appliquent pendant l'exécution des travaux lorsque le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise extérieure entend faire application du premier alinéa de l'article [R. 4514-8](#).

Chapitre V : Opérations de chargement et de déchargement

Section 1 : Champ d'application.

Article R4515-1

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux opérations de chargement ou de déchargement réalisées par des entreprises extérieures transportant des marchandises, en provenance ou à destination d'un lieu extérieur à l'enceinte de l'entreprise utilisatrice, dite « entreprise d'accueil ». Elles dérogent aux dispositions relatives :

1°A la transmission à l'inspection du travail de l'état des heures passées à l'exécution de l'opération, prévue à l'article [R. 4511-12](#) ;

2°A l'inspection commune préalable prévue aux articles [R. 4512-2](#) à [R. 4512-5](#) ;

3°Au plan de prévention prévu aux articles [R. 4512-6](#) à [R. 4512-11](#) ;

4°A l'information et à la communication au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des renseignements et documents prévues aux articles [R. 4514-1](#) et [R. 4514-2](#).

Article R4515-2

On entend par opération de chargement ou de déchargement, l'activité concourant à la mise en place ou à l'enlèvement sur ou dans un engin de transport routier, de produits, fonds et valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelque nature que ce soit.

Article R4515-3

On entend par opérations de chargement ou de déchargement à caractère répétitif, celles qui portent sur des produits ou substances de même nature, sont accomplies sur les mêmes emplacements, selon le même mode opératoire, et mettent en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention.

Section 2 : Protocole de sécurité.

Article R4515-4

Les opérations de chargement ou de déchargement, font l'objet d'un document écrit, dit « protocole de sécurité », remplaçant le plan de prévention.

Article R4515-5

Le protocole de sécurité comprend les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation.

Article R4515-6

modifié par [Décret n°2009-289 du 13 mars 2009 - art. 4](#)

Pour l'entreprise d'accueil, le protocole de sécurité comprend, notamment, les informations suivantes :

- 1° Les consignes de sécurité, particulièrement celles qui concernent l'opération de chargement ou de déchargement ;
- 2° Le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement accompagnées d'un plan et des consignes de circulation ;
- 3° Les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement ;
- 4° Les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident ;
- 5° L'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil, auquel l'employeur délègue, le cas échéant, ses attributions.

Article R4515-7

Pour le transporteur, le protocole de sécurité décrit, notamment :

- 1° Les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements ;
- 2° La nature et le conditionnement de la marchandise ;
- 3° Les précautions ou sujétions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

Article R4515-8

Le protocole de sécurité est établi dans le cadre d'un échange entre les employeurs intéressés, préalablement à la réalisation de l'opération.

Chacune des opérations ne revêtant pas le caractère répétitif défini à l'article [R. 4515-3](#) donne lieu à un protocole de sécurité spécifique.

Article R4515-9

Les opérations de chargement ou de déchargement impliquant les mêmes entreprises et revêtant un caractère répétitif font l'objet d'un seul protocole de sécurité établi préalablement à la première opération.

Ce protocole de sécurité reste applicable aussi longtemps que les employeurs intéressés considèrent que les conditions de déroulement des opérations n'ont subi aucune modification significative, dans l'un quelconque de leurs éléments constitutifs.

Article R4515-10

Lorsque le prestataire ne peut pas être identifié préalablement par l'entreprise d'accueil ou lorsque l'échange préalable n'a pas permis de réunir toutes les informations nécessaires, par dérogation aux dispositions de l'article [R. 4515-8](#), l'employeur de l'entreprise d'accueil fournit et recueille par tout moyen approprié les éléments qui se rapportent au protocole de sécurité.

Article R4515-11

Les chefs d'établissement des entreprises d'accueil et de transport tiennent un exemplaire de chaque protocole de sécurité, daté et signé, à la disposition :

- 1° Des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises intéressées ;
- 2° De l'inspection du travail.

Annexe n°3 : exemples de documents

- [Trame de plan de prévention](#)
- [Protocole de chargement et de déchargement](#)
- [Permis feu](#)

Annexe n°4 : plaquette ministère « protocole de sécurité »



La coordination des
mesures de prévention
des accidents du travail
dans le transport routier
de marchandises pour
les opérations de
chargement et de
déchargement



INRS - Y. Cousson



Pourquoi un protocole de sécurité ?

Le transport routier de marchandises apparaît comme un des secteurs d'activité les plus accidentogènes. Il se situe juste après celui du bâtiment et des travaux publics en nombre et en gravité des accidents du travail, avec un taux d'accidentologie deux fois supérieur à la moyenne nationale pour l'ensemble des activités. Les accidents surviennent souvent véhicule à l'arrêt au cours d'opérations de chargement et de déchargement au siège de l'entreprise d'accueil.

La prévention de ces accidents est donc un enjeu considérable compte tenu du nombre de véhicules et du tonnage de fret transporté chaque année.

Une meilleure coordination en matière de prévention entre les entreprises concernées, d'accueil et intervenantes, est le point de départ essentiel pour prévenir ce type d'accident.

La réglementation a ainsi posé, avec le décret n° 92-158 du 20 février 1992, les principes devant guider toute démarche dans ce domaine ainsi que les obligations des entreprises concernées pour l'exécution de travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Ce décret a prévu que les règles de coordination et de prévention seraient adaptées par arrêté pour tenir compte des spécificités des opérations de chargement et de déchargement.

L'arrêté du 26 avril 1996 pris en application du décret du 20 février 1992 adapte ainsi les dispositions des articles R. 237-4 (3e alinéa), R. 237-6, R. 237-7, R. 237-8 et R. 237-22 du code du travail.

Cette réglementation (décret et arrêté) pose comme principe fondamental que la prévention des accidents du travail passe par :

- l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération,
- l'échange d'information entre les entreprises,
- la coordination des mesures de prévention.

Elle définit un moyen pour y parvenir :

- le protocole de sécurité qui se substitue, pour les opérations de chargement et de déchargement, au plan de prévention et à la visite préalable prévus pour les autres types de travaux par le décret du 20 février 1992.

Que doit contenir le protocole de sécurité ?

Le protocole de sécurité est un document écrit, prévu par l'arrêté du 26 avril 1996, établi entre l'entreprise dite d'accueil (expéditeur de la marchandise ou destinataire ou encore opérateur de transport) et le transporteur,

Il comprend :

- les informations et indications utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération (article 2) ;
- les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chaque phase de sa réalisation.

Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 s'appliquent sans préjudice des dispositions spécifiques au transport des matières dangereuses par route ou par chemin de fer. Elles ne se substituent pas à elles.

Dans quel cas faut-il établir un protocole de sécurité ?

L'arrêté distingue les situations qui conditionnent les procédures d'échange d'information et d'élaboration du protocole de sécurité entre l'entreprise d'accueil et le transporteur :

- le protocole est élaboré dans le cadre d'un échange préalable à la réalisation de chaque opération (article 3) ;
- lorsque les opérations revêtent un caractère répétitif, un seul protocole peut être établi (article 4).

Lorsque le prestataire n'est pas connu, l'échange d'information a lieu sur le site d'accueil (article 5)

et les moyens appropriés peuvent recouvrir notamment :

- l'accueil physique à l'entrée de l'établissement avec échange d'informations et transmission de consignes ;
- la remise de documents suffisamment précis sur la nature des risques : difficultés topographiques, particularités des quais de déchargement, moyens de levage, présence de personnes, plan de circulation, nature des flux à l'intérieur de l'établissement, etc.

Pour un protocole de sécurité efficace

Les conditions de la réussite

Le protocole de sécurité concerne les opérations de chargement et de déchargement, c'est-à-dire toutes les actions mises en œuvre par l'une ou l'autre des entreprises en présence, entre le moment où l'entreprise extérieure pénètre sur le site d'accueil et celui où elle en sort, ce qui inclut : le stationnement, les circulations, le chargement, le déchargement, la manutention...

L'analyse préalable des risques doit porter sur l'ensemble de ces opérations : le fait que l'entreprise extérieure n'intervienne pas elle-même sur la totalité de l'opération (par exemple lorsqu'elle ne réalise pas le chargement proprement dit sur son véhicule) ne doit pas conduire à l'absence d'établissement d'un protocole.

L'analyse des risques doit ainsi intégrer les risques liés aux interférences entre les activités des personnes, les matériels et les installations.

Le protocole de sécurité doit être un document écrit et établi sans considération de seuil du nombre d'opérations effectuées soit par une entreprise isolée, soit par l'ensemble des entreprises intervenant dans l'entreprise d'accueil. Il doit comporter toutes les indications et informations découlant de l'analyse globale des risques.

Le protocole de sécurité doit être établi, en principe, pour chaque intervention, mais en cas de relations d'affaires habituelles impliquant les mêmes véhicules et salariés pour des opérations répétitives, un seul protocole-cadre préalable à la première intervention est suffisant. Il vaut aussi longtemps qu'il n'y a pas eu de modification significative de la situation.

Les écueils à éviter

Le protocole de sécurité peut parfois être difficile à réaliser ou faire craindre une « paperasserie » considérable :

- par exemple, quand le prestataire ne peut être identifié au préalable par l'entreprise d'accueil ; dans ce cas, des consignes distribuées à l'entrée du site de l'entreprise d'accueil et compréhensibles, voire un affichage, peuvent suffire ;
- ou quand il s'agit de petites opérations très répétitives (dépose fréquente de petits colis par exemple), là aussi, de simples consignes données au livreur peuvent suffire.

En tout état de cause, dans ces cas particuliers, le souci du responsable de l'entreprise d'accueil est une information claire de l'intervenant, par le moyen le plus adapté à la situation, sur les risques que peut générer l'opération et les précautions à prendre

Arrêté du 26 avril 1996

pris en application de l'article R.237-1 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité

applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure Le ministre du Travail et des Affaires sociales,

vu les articles R.237-1 et suivants du code du travail ;

vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels ;

sur le rapport du directeur des relations du travail,

arrête :

Art. 1er. Les règles de coordination de la prévention définies au présent arrêté adaptent celles qui sont énoncées aux articles R.237-4 (3e alinéa), R.237-6, R.237-7, R.237-8 et R. 237-22 du code du travail pour les opérations de chargement ou de déchargement exécutées par des entreprises extérieures effectuant le transport de marchandises, en provenance ou à destination d'un lieu extérieur à l'enceinte de l'entreprise utilisatrice, dite entreprise d'accueil.

Il faut entendre par opération de chargement et de déchargement toute activité concourant à la mise en place sur ou dans un engin de transport routier, ou à l'enlèvement de celui-ci, de produits, fonds et valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelque nature que ce soit.

Art. 2. Les opérations de chargement et de déchargement, telles que définies à l'article précédent doivent faire l'objet d'un document écrit dit « protocole de sécurité » remplaçant le plan de prévention prévu aux articles R.237-7 et suivants.

Le protocole de sécurité comprend toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation.

Ces informations concernent notamment :

1. pour l'entreprise d'accueil :

- les consignes de sécurité, et particulièrement celles qui concernent l'opération de chargement ou de déchargement ;
- le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement accompagnées d'un plan et des consignes de circulation ;
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement ;
- les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident ;
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil, auquel l'employeur délègue ses attributions conformément à l'article R. 237-3.

2. pour le transporteur :

- les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements ;
- la nature et le conditionnement de la marchandise ;
- les précautions ou sujétions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

Art. 3. Le protocole de sécurité défini à l'article 2 est établi dans le cadre d'un échange entre les employeurs

concernés ou leurs représentants, préalablement à la réalisation de l'opération.

Chacune des opérations ne revêtant pas le caractère répétitif défini ni à l'article suivant donne lieu à un protocole de sécurité spécifique.

Art. 4. Lorsque les opérations de chargement et de déchargement, impliquant les mêmes entreprises, revêtent un caractère répétitif, c'est-à-dire lorsqu'elles portent sur des produits ou substances de même nature, et qu'elles sont effectuées sur les mêmes emplacements, selon le même mode opératoire, mettant en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention, un seul protocole de sécurité est établi, préalablement à la première opération. Il reste applicable aussi longtemps que les employeurs concernés considèrent que les conditions de déroulement des opérations n'ont subi aucune modification significative, dans l'un quelconque de leurs éléments constitutifs.

Art. 5. Dans le cas où le prestataire ne peut pas être identifié préalablement par l'entreprise d'accueil, ou lorsque l'échange préalable n'a pas permis de réunir toutes les informations nécessaires, en dérogation aux dispositions de l'article 3, l'employeur de l'entreprise d'accueil ou son représentant doit fournir et recueillir par tout moyen approprié les éléments qui se rapportent au protocole de sécurité.

Art. 6. Un exemplaire de chaque protocole, daté et signé, est tenu à la disposition des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises concernées, ainsi que de l'inspecteur du travail, par les chefs d'établissement de l'entreprise d'accueil et de l'entreprise de transport.

Art. 7. Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 avril 1996

Pour le ministre et par délégation,
le directeur des relations du travail
J. MARIMBERT